



MAITRE D'OUVRAGE
GRAND DELTA HABITAT

3, Rue Martin LUTHER KING
13002 MARSEILLE CEDEX 3



RESIDENCE LA TETE D'OR
SECURISATION BALCONS/TERRASSES/JARDINIERES

59 Bd Paul CLAUDEL
13010 MARSEILLE

MAITRE D'ŒUVRE :

ACTENCES

151 Bd Paul Claudel

13010 – MARSEILLE

Mail : Actences@gmail.com

Lot Unique

C.C.T.P

SECURISATION

BALCONS/TERRASSES/JARDINIERES

SOMMAIRE

I - PRÉAMBULE - GÉNÉRALITÉS	3
1.00 - LISTE DES INTERVENANTS	3
1.01 - DÉFINITION DE L'OPÉRATION	3
1.02 - OBJET ET CONSISTANCE DES TRAVAUX	5
1.03 - PLANS	5
1.04 - PARTICIPATION DES ENTREPRISES	5
1.05 - RÈGLES DE CONSTRUCTION	5
1.05.01 Textes législatifs et réglementaires :	5
1.05.02 Normes :	6
1.05.03 Contrainte acoustique applicable à tous les corps d'état :	7
1.06 - OUVRAGES ANNEXES A LA CONSTRUCTION	7
1.07 - QUALIFICATION DES ENTREPRENEURS	7
2.0 - ORGANISATION COLLECTIVE DU CHANTIER	8
2.01 - PANNEAU DE CHANTIER	8
2.02 - ACCÈS DU CHANTIER	8
2.03 - RÈGLEMENT DE VILLE ET DE POLICE	8
2.04 - MAIN D'ŒUVRE ET PERSONNEL	8
2.05 - INSTALLATION ET EQUIPEMENTS DU CHANTIER	9
2.06 - RENDEZ VOUS DE CHANTIER - PÉRIODICITÉ - COMPTE RENDU	9
3.0 - CONDITIONS GÉNÉRALES D'EXÉCUTION DES TRAVAUX	10
3.01 - GENERALITES	10
3.02 Nettoyage du chantier :	11
3.03 Remise en état du terrain :	11
3.04 Contrôleur technique :	11
3.05 TROUS - RACCORDS - CALFEUTREMENTS	12
3.06 PLANNING GÉNÉRAL	12
4.0 TRAVAUX A REALISER - DEPOSE DE JARDINIERES	12
5.0 TRAVAUX A REALISER – REFECTION ETANCHEITE TERRASSE	12
6.0 DOSSIER PLANS	13
7.0 D.P.G.F	Erreur ! Signet non défini.

I - PRÉAMBULE - GÉNÉRALITÉS

1.00 -LISTE DES INTERVENANTS

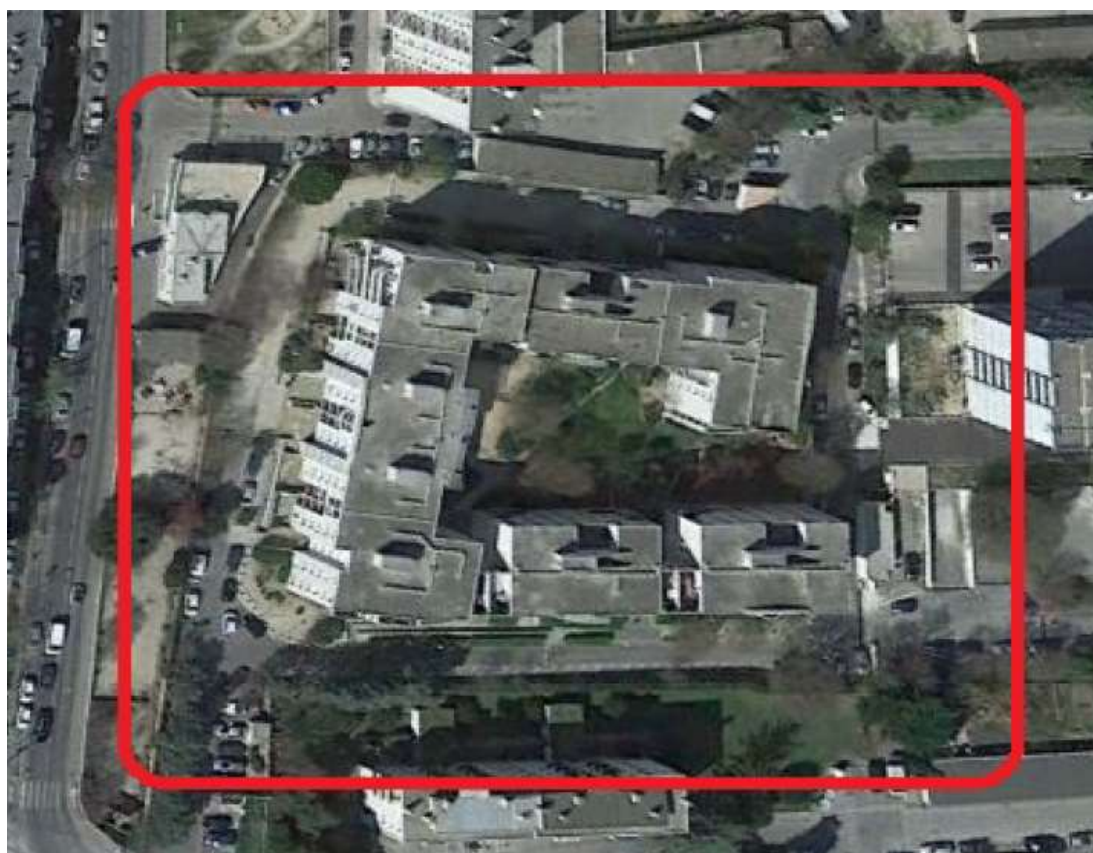
Maître d’Ouvrage : **Grand Delta Habitat** – 3 rue Martin Luther King 84054 Avignon
Contact: Fabien MONNIER – Email : fabien.monnier@granddelta.fr

Maître œuvre: Cabinet **ACTENCES** – 151 Bd Paul Claudel – 13010 Marseille
Contact : M **PARISET** : Tel 06.68.98.44.44 – Email : actencesgmail.com

CSPS : **M Jean Claude Ambard** – 1 bis rue Prévôt d’AUGIER 34200 SETE

1.01 - DÉFINITION DE L'OPÉRATION

Le marché régi par le présent **C.C.T.P.** a pour objet la démolition de jardinières sur façades des bâtiments de la résidence de la Tête d’Or ainsi que la réfection des étanchéité sur les sols des terrasses de la résidence de la Tête d’Or – 59 Bd Paul Claudel – 13010 MARSEILLE



Dans la description des travaux à réaliser dans le cadre de la présente consultation le Maître d’Œuvre s'est efforcé de renseigner l'Entreprise sur la nature des travaux, sur le nombre de matériels à mettre en œuvre, leur dimension et leur emplacement, mais il convient de signaler que cette description n'a pas un caractère limitatif et que l'Entreprise devra exécuter, comme compris dans son prix, sans exception ni réserve, tous les travaux nécessaires et indispensables pour l'achèvement complet des ouvrages projetés.

En conséquence, l'Entreprise ne pourra jamais arguer que des erreurs ou omissions aux plans et devis puissent la dispenser d'exécuter tous les travaux de son corps d'état ou fassent l'objet d'une demande de supplément de prix.

Tous les documents graphiques remis à l'Entreprise pour l'exécution des ouvrages doivent être considérés comme une proposition qu'elle devra vérifier avant la remise de son offre.

Elle devra signaler au Maître d'Œuvre les dispositions qui ne lui paraîtraient pas en rapport avec la solidité et la conservation des ouvrages, l'usage auquel ils sont destinés ou l'inobservation des règles de l'art.

L'Entreprise sera considérée avoir pris connaissance des travaux à réaliser et avoir estimé elle-même les quantités, définitions d'ouvrages et conditions d'exécution nécessaires à la parfaite réalisation des travaux.

Aucune incidence financière ne pourra être accordée pour une sous-estimation des difficultés ou des dépassements de temps de main d'œuvre, dus au non-respect de cette règle.

Le présent C.C.T.P (Cahier des Clauses Techniques particulières) constitue une pièce contractuelle du dossier.

Néanmoins, les prescriptions et indications fournies dans le présent document n'ayant aucun caractère limitatif, les entreprises devront prévoir tous les travaux de leur spécialité nécessaires au parfait achèvement des ouvrages prévus conformément aux règles de l'Art, normes, Documents Techniques Unifiés et autres règlements en vigueur à la date de la réalisation des travaux.

Il est à noter que les nomenclatures et les quantités bien que précises sont données à titre indicatif et que l'Entrepreneur devra obligatoirement se reporter aux états existants in situ afin d'effectuer une vérification quantitative et qualitative personnelle.

La soumission de l'entreprise ne sera donc jugée valable que dans la mesure où elle aura complété le bordereau du DPGF annexé aux présentes en y reportant soit la quantité indiquée par le Maître d'œuvre si elle valide celle-ci, soit en y indiquant la valeur qu'elle prend en compte après vérification et réalisation d'un métré qui lui est personnel.

Toutes les entreprises participant à la consultation sont assujetties aux présentes prescriptions communes à partir du moment où elles sont titulaires d'un marché quel que soit le montant du lot, l'importance des travaux et la durée d'intervention sur le chantier.

Les Entreprises soumissionnaires sont censées par ailleurs avoir pris connaissance de l'intégralité de la description des ouvrages des autres corps d'état et, de ce fait, apprécier pleinement toutes les incidences en découlant et susceptible :

De concerner les prestations du lot et celles des autres lots, tant qualitativement que quantitativement.

D'imposer un certain mode d'exécution des ouvrages dans le contexte de l'ordonnancement général des travaux des autres corps d'état.

Compte tenu du fait que le chantier doit se dérouler en site occupé, en dans des délais très courts les entreprises soumissionnaires décriront clairement au sein d'une « Note Technique », toutes les mesures de protection qu'elles prévoient, afin d'assurer la protection des biens et des personnes ainsi que les moyens humains avec leur qualification qu'elle destine à l'exécution des travaux à réaliser.

L'entreprise soumissionnaire est réputée avoir pris connaissance de tous les documents et rapports annexés à la présente consultation.

1.02 - OBJET ET CONSISTANCE DES TRAVAUX

L'ensemble des travaux est à réaliser en lot unique.

LOT UNIQUE :

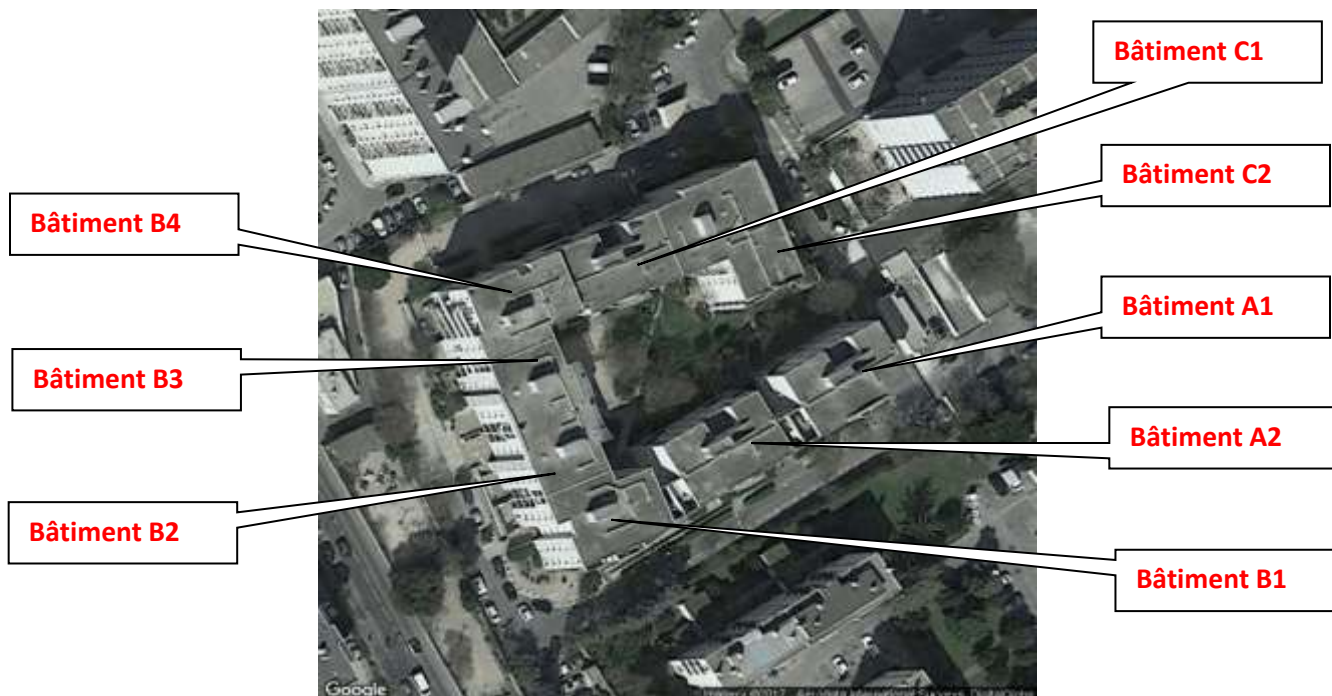
Généralités – SECURISATION DES BALCONS-TERRASSES ET JARDINIERES

Démolition de jardinières - Etanchéité sols de terrasses

1.03 - PLANS

L'entreprise soumissionnaire se référera au dossier de plans joints en annexe.

Les plans annexés sont fournis au format Pdf.



Vue en plan de Masse de la résidence de la Tête d'Or

1.04 - PARTICIPATION DES ENTREPRISES

Toutes les entreprises participant à la présente opération sont assujetties aux présentes prescriptions communes à partir du moment où elles sont titulaires d'un marché quel que soit le montant du lot, l'importance des travaux et la durée d'intervention sur le chantier.

1.05 - RÈGLES DE CONSTRUCTION

1.05.01 Textes législatifs et réglementaires :

L'entrepreneur devra se soumettre à tous les règlements en vigueur, relatifs à l'opération, notamment :

- . Au Code de la Construction et de l'Habitation
- . Au règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public (arrêté du 25 juin 1980, modifié et complété)

- . Au code du travail.
- . Au règlement sanitaire départemental.
- . Aux arrêtés du 6 mai 1988 relatifs aux équipements et caractéristiques thermiques dans les bâtiments à usage d'enseignement et dans ceux à usage sportif.
- . Toutes normes de sécurité relatives à la construction, à la réhabilitation de bâtiments à usage d'habitation, éditées à la date de la remise des offres.
- . Les règles professionnelles établies par la fédération du bâtiment.
- . C.C.T.G. (applicable au marché public de travaux).
- . Les règles d'accessibilités des personnes à mobilité réduite.

1.05.02 Normes :

Tous les travaux seront exécutés suivant les règles de l'art et les normes en vigueur, notamment :

- . DTU « Documents Techniques Unifiés »,
 - * BAEL et BPEL 91 : béton armé et béton précontraint
 - * CB 71 : charpentes bois
 - * CM 66 : constructions métalliques
- . Normes : Normes françaises homologuées
 - . Recommandations professionnelles.

. Avis techniques, concernant les matériaux ou techniques non normalisés, cahiers des prescriptions techniques propres à la mise en œuvre de certains matériaux et notamment des produits d'étanchéité

NOTA :

Les documents énoncés, bien que non joints au marché, sont réputés bien connus des entreprises et les parties contractantes leur reconnaissant expressément le caractère contractuel. L'entreprise atteste en outre en avoir parfaite connaissance.

En plus des divers renseignements fournis aux différents devis descriptifs, les normes seront respectées lors de la mise en œuvre des ouvrages, pour exécution des travaux suivant les règles de l'art.

Le présent C.C.T.P. a pour objet l'énumération et la description des travaux nécessaires à la réalisation de l'opération des présentes, ainsi que les règles techniques et conditions d'exécution de ces travaux.

Il énumère également les obligations particulières auxquelles l'Entreprise se soumet qui complètent ou adaptent pour la présente opération celles prévues dans les documents généraux indiqués dans le Cahier des Charges joint au marché.

L'entrepreneur devra prévoir toutes les fournitures et façons, dès que ces fournitures ou façons seront reconnues nécessaires à l'ensemble du travail et au bon fonctionnement des installations suivant l'usage ou la raison, pour un complet et parfait achèvement des travaux, ou pour une bonne exécution de ces travaux.

1.05.03 Contrainte acoustique applicable à tous les corps d'état :

a) Isolement acoustique :

Les isolements acoustiques normalisés DnAt/LnAT devront au minimum répondre aux exigences normatives, quant à la nature des outils mécaniques utilisés pour la dépose des jardinières objet de la présente consultation.

Bruits Aériens :

Les isolements normalisés dans les fréquences moyennes seront compris entre 125 et 4 000 Hz.

Ces isolements contrôlés « in situ » impliquent que toutes les précautions soient prises pour éliminer les ponts acoustiques directs ou indirects.

b) Isolement antivibratoire :

L'efficacité des systèmes antivibratoires destinés à isoler les matériels ou organes mécaniques ainsi que les canalisations ou conduits de fluides doivent être telles que l'énergie transmise à la fréquence perturbatrice la plus basse, soit réduite de 90 %.

C) Protection de l'environnement contre les nuisances dues aux bruits :

Les niveaux de bruit et vibrations, en particulier les bruits d'équipement transmis vers les bâtiments voisins doivent être en conformité avec les valeurs fixées par la norme N.F.S. 31010 concernant l'estimation de la gêne produite par l'excès de bruit, ainsi qu'à l'article 6 de l'arrêté du 2 Juillet 1978 concernant la transmission des bruits d'équipements à l'extérieur des bâtiments.

1.06 - OUVRAGES ANNEXES A LA CONSTRUCTION

Le présent C.C.T.P. a pour but de préciser la nature des travaux à réaliser.

En cas d'imprécision, portant soit des plans, soit sur des pièces écrites, les soumissionnaires devront prévoir, chacun dans leur corps d'état respectifs, en analogie à ce qui est demandé d'autre part, tous les ouvrages qui ne seraient pas spécialement décrits, pour aboutir à des ouvrages complètement terminés et utilisables.

Les ouvrages accessoires à la construction, figurant aux plans, façades et coupes, mais non spécialement décrits, devront être prévus. Ils seront réalisés en matériaux appropriés à l'esprit dans lequel sont conçus les ouvrages essentiels.

1.07 - QUALIFICATION DES ENTREPRENEURS

Les entreprises devront justifier de la qualification correspondante aux travaux à réaliser.

2.0 - ORGANISATION COLLECTIVE DU CHANTIER

2.01 - PANNEAU DE CHANTIER

Sans Objet.

2.02 - ACCÈS DU CHANTIER

Les entrepreneurs seront tenus, sans pouvoir réclamer aucune indemnité, ni plus-value d'aucune sorte, sur les prix des travaux, de subir toutes les sujétions auxquelles les obligerait soit la difficulté d'accès des lieux, soit les dispositions qui leur seraient ordonnées dans l'intérêt de bon ordre et de service du chantier.

Ils devront notamment se conformer sans réserve aux ordres du CSPS et de la Maîtrise d'Ouvrage et de la Maîtrise d'œuvre, relativement aux parcours à suivre pour l'entrée et la sortie de leurs ouvriers sur le chantier ainsi que pour l'approche, le stockage de matériel, ainsi que pour la sortie et l'enlèvement des terres et gravois, et des découpes des jardinières en béton.

Les entrepreneurs devront également respecter les consignes de sécurité traduites dans leurs PPSPS respectifs une fois celui-ci validé par le coordonnateur CSPS du chantier.

2.03 - RÈGLEMENT DE VILLE ET DE POLICE

A toutes les sorties de la zone de travaux, une signalisation du chantier comprendra les panneaux réglementaires et d'avertissement indiquant les sorties de véhicules, les zone de stockage, les panneaux d'interdiction d'accès au public, etc...

Tous les dégâts sur les voiries existantes qui pourraient être constaté du fait de l'intervention de l'entreprise impliqueront une remise en état à ses frais exclusifs (Bordures, tampons sur regard, etc....).

2.04 - MAIN D'ŒUVRE ET PERSONNEL

L'entrepreneur doit commencer les travaux à la date, prescrite par l'ordre de service qui lui en est donné, apporter dans leur réalisation la plus grande diligence et suivre pour leur échelonnement et leur exécution dans le délai prescrit la marche qui lui est indiquée par le représentant du maître de l'ouvrage.

Il est tenu :

- . D'une part, de maintenir en tout temps, un nombre suffisant d'ouvriers et d'agents de maîtrise, sous sa conduite personnelle ou celle de son représentant.
- . D'autre part, d'avoir toujours tous matériels, approvisionnement, outillage, engins et moyens de toutes sortes suffisantes, de manière à assurer la marche régulière des travaux et leur achèvement dans le délai prescrit.

Au cas où un retard est constaté par rapport au calage du planning initial dans la cadence d'exécution des travaux, le maître d'ouvrage peut sur proposition de son représentant mettre en demeure l'entrepreneur :

- . D'augmenter le nombre d'ouvriers employés par lui sur le chantier
- . D'affecter au chantier des moyens matériels et des approvisionnements supplémentaires, en vue d'augmenter la cadence d'exécution et de rattraper rapidement le dit retard.

2.05 - INSTALLATION ET EQUIPEMENTS DU CHANTIER

Sont inclus dans l'offre de l'entreprise soumissionnaire :

- . Les branchements provisoires d'eau et d'électricité
- . Les voies d'accès provisoires et la réfection de celles-ci en fin de chantier ou dans le cas de dégradations imputables à un entrepreneur des voies existantes

Liste non exhaustive soumise à la validation du coordonnateur SPS du chantier.

2.06 - RENDEZ VOUS DE CHANTIER - PÉRIODICITÉ - COMPTE RENDU

Le terme « Rendez-vous de chantier » est pris dans un sens large et s'applique aussi aux rendez-vous qui ont lieu pendant la durée du chantier.

- . Chaque entrepreneur (accompagné s'il y a lieu de ses sous-traitants) est tenu d'assister aux rendez-vous de chantier provoqués par la Maîtrise d'Ouvrage ou par la Maîtrise d'Œuvre, ou d'y déléguer un agent ayant pouvoir à engager l'entreprise et donner sur le champ les ordres nécessaires aux agents de l'entreprise sur le chantier.
- . La présence de l'entreprise est indispensable à la coordination que requiert la bonne marche des travaux, l'absence d'un entrepreneur ou son remplacement par des personnes insuffisamment qualifiées à quelque titre que ce soit, entraîne la responsabilité de l'entrepreneur défaillant et mention du fait est portée sur le compte rendu de la réunion de chantier.
- . L'entrepreneur est responsable, dans le cas d'inexécution des dispositions du présent article des dommages en résultant.
- . Le rendez-vous de chantier sera périodique, (1 réunion de chantier par semaine), le jour sera fixé par le Maître de l'Ouvrage et l'Architecte dès le début des travaux et porté à la connaissance de toutes les entreprises.
- . A l'initiative du Maître d'Œuvre des réunions exceptionnelles pourront être organisées en complément du rendez-vous périodique planifié.
- . Il est tenu sur le chantier, un cahier de chantier sur lequel sont enregistrés les procès-verbaux des rendez-vous de chantier, mention explicite étant faite des entrepreneurs présents et sur lequel le Maître d'Œuvre inscrit toutes les instructions des observations ne faisant pas de sa part l'objet de notifications écrites par une voie différente.
- . Les instructions portées par le Maître d'œuvre sur le cahier de chantier valent ordre pour chaque entreprise intéressée, toute suite devant y être donnée à la diligence du chef de chantier.

3.0 - CONDITIONS GÉNÉRALES D'EXÉCUTION DES TRAVAUX

3.01 - GENERALITES

Dans la description des travaux à réaliser au titre des présentes le Maître d'Œuvre s'est efforcé de renseigner l'Entreprise sur la nature des travaux, sur le nombre de matériels à mettre en œuvre, leur dimension et leur emplacement, mais il convient de signaler que cette description n'a pas un caractère limitatif et que l'Entreprise devra exécuter, comme compris dans son prix, sans exception ni réserve, tous les travaux nécessaires et indispensables pour l'achèvement complet des ouvrages projetés.

En conséquence, l'Entreprise ne pourra jamais arguer que des erreurs ou omissions aux plans et devis puissent la dispenser d'exécuter tous les travaux de son corps d'état ou fassent l'objet d'une demande de supplément de prix.

Tous les documents graphiques remis à l'Entreprise pour l'exécution des ouvrages doivent être considérés comme une proposition qu'elle devra vérifier avant la remise de son offre.

Elle devra signaler au Maître d'Œuvre les dispositions qui ne lui paraîtraient pas en rapport avec la solidité et la conservation des ouvrages, l'usage auquel ils sont destinés ou l'inobservation des règles de l'art.

L'Entreprise sera considérée avoir pris connaissance des travaux à réaliser et avoir estimé elle-même les quantités, définitions d'ouvrages et conditions d'exécution nécessaires à la parfaite réalisation des travaux.

Aucune incidence financière ne pourra être accordée pour une sous-estimation des difficultés ou des dépassements de temps de main d'œuvre, dus au non-respect de cette règle.

Cette remarque vaut en particulier en ce qui concerne la dépose des jardinières en béton existantes sur chaque loggia, qu'il s'agisse de l'enlèvement des terres présentes dans les jardinières ou de la dépose des jardinières en béton.

Les consignes de protection des biens et des personnes ainsi que les consignes de sécurité opérationnelles devront à ce titre être parfaitement décrites dans l'offre de l'entreprise.

Le présent C.C.T.P (Cahier des Clauses Techniques particulières) constitue une pièce contractuelle du dossier.

Néanmoins, les prescriptions et indications fournies dans le présent document n'ayant aucun caractère limitatif, les entreprises devront prévoir tous les travaux de leur spécialité nécessaires au parfait achèvement des ouvrages prévus conformément aux règles de l'Art, normes, Documents Techniques Unifiés et autres règlements en vigueur à la date de la réalisation des travaux.

Il est à noter que les nomenclatures et les quantités bien que précises sont données à titre indicatif et que l'Entrepreneur devra obligatoirement se reporter aux états existants in situ afin d'effectuer une vérification quantitative et qualitative personnelle.

La soumission de l'entreprise ne sera donc jugée valable que dans la mesure où elle aura complété le bordereau du DPGF annexé aux présentes en y reportant soit la quantité indiquée par le Maître d'œuvre si elle valide celle-ci, soit en y indiquant la valeur qu'elle prend en compte après vérification et réalisation d'un métré qui lui est personnel.

Toutes les entreprises participant à la consultation sont assujetties aux présentes prescriptions communes à partir du moment où elles sont titulaires d'un marché quel que soit le montant du lot, l'importance des travaux et la durée d'intervention sur le chantier.

Comme indiqué précédemment et compte tenu du fait que le chantier doit se dérouler en site occupé, en dans des délais très courts (Réception des travaux au 30 Juin 2023), les entreprises soumissionnaires décriront clairement au sein d'une « Note Technique », toutes les mesures de protection des biens et des équipements

présents sur le site qu'elles prévoient, afin d'assurer la protection des biens et des personnes ainsi que les moyens humains avec leur qualification qu'elle destine à l'exécution des travaux à réaliser.

L'entreprise soumissionnaire est réputée avoir pris connaissance de tous les documents et rapports annexés à la présente consultation, notamment la note technique du bureau d'études SOCOTEC jointe en annexe.

Elle déclare donc avoir pris connaissance des diagnostics et ou rapports techniques réalisés portant sur les Façades qu'il s'agisse de diagnostics techniques, des diagnostics amiante, des diagnostics de toutes autres natures, etc...

L'ensemble des travaux seront réalisés sur un lot unique.

La réception des travaux est bloquée contractuellement au 15 Septembre 2023.

3.02 Nettoyage du chantier :

S'agissant de travaux de démolition l'entreprise prendra un soin tout particulier à laisser le chantier propre et libre de tous déchets, pendant et après l'exécution de ses travaux.

Les déblais générés par la dépose des terres dans les jardinières et ceux générés par le disquage des jardinières en béton doivent être régulièrement conduits jusqu'aux lieux de stockage déterminés par le Maître d'œuvre et évacués chaque jour.

Chaque entrepreneur devra procéder au nettoyage, à la réparation et à la remise en état des installations qu'il aura salies ou détériorées.

Dans le cas de carence de l'entreprise sur le plan de nettoyage, le Maître d'œuvre peut faire appel à une entreprise spécialisée dont la rémunération sera effectuée au titre de l'entreprise défaillante.

On précise qu'un CSPS sera présent sur le chantier afin de s'assurer que les règles de sécurité et de protection des biens et des usagers soient respectés.

3.03 Remise en état du terrain :

Lors de l'achèvement des travaux l'entrepreneur laissera les terres vierges de tous les gravais, déchets et détritiques divers, et ne laissera subsister aucune trace de chemins provisoires, ornières, dépôts de matériaux ou fouilles quelconques et en général de toutes les parties détériorées pendant l'exécution des travaux.

Toutes les réfections qui s'imposeraient à la suite de ces essais, seront en totalité, à la charge de l'entreprise.

3.04 Contrôleur technique :

Dans le cadre de la loi du 4 janvier 1978, il est rappelé que le Maître d'Ouvrage peut faire appel à un organisme spécialisé désigné dans le présent C.C.T.P. sous le terme général de « Bureau de Contrôle ».

L'entrepreneur est tenu de soumettre au Bureau de Contrôle avant exécution, ses plans, études et calculs et de se conformer pendant l'exécution des travaux aux observations ou recommandations de celui-ci.

3.05 TROUS - RACCORDS - CALFEUTREMENTS

L'entrepreneur est tenu d'exécuter toutes les reprises d'enduits et raccords nécessités par les travaux de son corps d'état.

Elle devra en particulier procéder à la passivation des armatures qu'elle pourrait rencontrer en liaison entre les jardinières et les façades courantes.

Les différents raccords d'enduit ou de revêtement seront réalisés à la charge de l'entreprise, plus généralement l'entreprise s'assurera de la parfaite étanchéité des zones traitées une fois les jardinières déposées.

3.06 PLANNING GÉNÉRAL

Tous les travaux seront effectués dans le cadre du planning général joint.

Une stricte organisation des travaux suivant chaque phase sera nécessaire pour garantir le délai d'intervention, mais surtout la sécurité des personnes.

De même, sera prise en compte la méthodologie d'exécution, afin de réduire au minimum les nuisances sonores.

4.0 TRAVAUX A REALISER - DEPOSE DE JARDINIERES

Les travaux concernant la dépose des jardinières présentent sur la façade Nord des bâtiments A, B, C. Les jardinières sont constituées d'une structure en béton de 10 cm d'épaisseur elles sont de 2 types :

Type 1 : Jardinière de dimensions suivantes :

Largeur 0.80 x Longueur 6.00 env. x Hauteur 0.80 env.

Nombre de jardinière de type 1 : 5 unités façade C Nord + A Nord

Volume de terre : 2,700 m³ (Non foisonné)

Volume de béton : 0,425 m³ (Brut)

Type 2 : Jardinière de dimensions suivantes :

Largeur 0.80 x Longueur 3.00 env. x Hauteur 0.80 env.

Nombre de jardinière de type 2 : 6 unités façade C Nord + A Nord

Volume de terre : 1,350 m³ (Non foisonné)

Volume de béton : 0,225 m³ (Brut)



5.0 TRAVAUX A REALISER – REFECTION ETANCHEITE TERRASSE

Les travaux concernent la réfection de l'étanchéité de 2 terrasses du dernier niveau situées en jonction des bâtiments A1 et A2 et des bâtiments A2 et B1 (Cf Plans annexés).

A la charge du présent lot et dans le cadre de la présente consultation l'entreprise devra dans un 1^{er} temps un nettoyage complet et soigneux des supports vu leur état actuel.

Ce nettoyage ne sera réalisé qu'après déménagement des encombrants présents sur les 2 terrasses, à ce titre le Maître d'Ouvrage adressera un courrier aux locataires afin de demander que les terrasses concernées soient débarrassées de tous objet de quelque nature que ce soit.

A la suite, les surface à traiter en étanchéité étant libres et accessibles, l'entreprise réalisera l'application d'un primaire d'accroche puis l'application d'une étanchéité liquide de type Sikafloor®-400 N Elastic FR, ou de tout produit de performance équivalente, résine polyuréthane solvantée colorée, prête à l'emploi et polymérisant au contact de l'air, ou de tout produit de qualité et de performance équivalente dont elle justifiera l'usage en produisant obligatoirement les fiches techniques ou Avis Techniques propres à l'usage proposé.

La résine sera appliquée à raison d'une consommation est comprise entre 300 et 500 g/m².
Le Sikafloor®-400 N Elastic FR sera appliqué en plusieurs couches, au rouleau ou au pinceau.

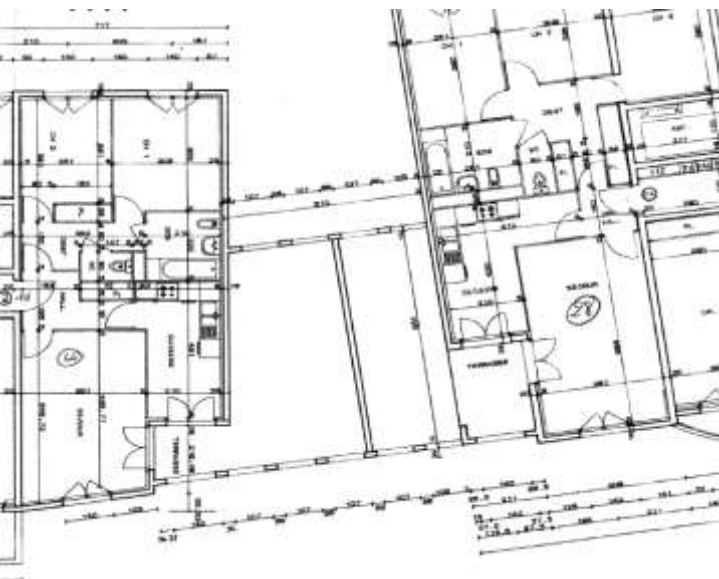
Afin d'obtenir une bonne régularité de mise en œuvre, l'entreprise utilisera « un camion de peintre » muni d'une grille d'essorage pour imprégner le rouleau ou le pinceau, plutôt que de verser le produit directement sur le support.

L'entreprise assurera un contrôle rigoureux des quantités de produit appliquées par m² afin de vérifier l'épaisseur moyenne du film sec réalisé.

L'entreprise réalisera également un relevé d'étanchéité à l'aide des produits précités conformément aux prescriptions de mise en œuvre définies dans le CCT40 relatif au produit Sikafloor 400 N ou de performances équivalentes sur les 4 cotés latéraux de chaque terrasse.

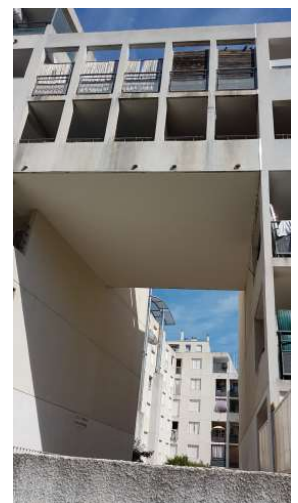
Pour le traitement des points particuliers (joints de dilatation, fissures, relevés, nez de balcon, évacuation d'eau), elle se reportera au CCT n° 40.

Localisation : Terrasse en liaison du bâtiment A1 et du bâtiment A2
Terrasse en liaison du bâtiment A2 et du bâtiment B1



Surface totale à traiter :

45 m² environ par terrasse, surface à laquelle il convient de rajouter les relevés périphériques soit un linéaire de : 28,00 ml de relevés par terrasse.





Par ailleurs si les liaisons entre façade et balcons ne semblent pas poser de problème d'étanchéité sur les façades une trace d'infiltration a été remarquée nécessitant une reprise sur le balcon au niveau de l'entrée C2 et de la façade impliquant le traitement de l'infiltration au niveau du balcon de l'entrée B3.

Le balcon concerné sera traité tout comme les 2 terrasses référencées objet de la consultation, à l'aide d'une application d'un primaire d'accroche puis l'application d'une étanchéité liquide de type Sikafloor®-400 N Elastic FR, ou de tout produit de performance équivalente.

Surface totale à traiter : 8,00 m² env.



RESIDENCE LA TETE D'OR

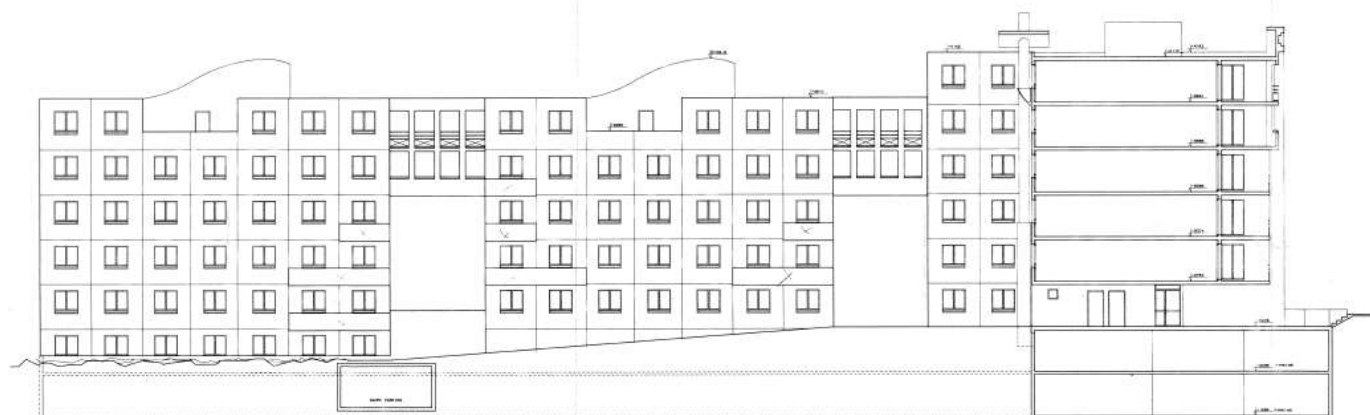
SECURISATION BALCONS/TERRASSES/JARDINIERES

**59 Bd Paul CLAUDEL
13010 MARSEILLE**

6.0 DOSSIER PLANS

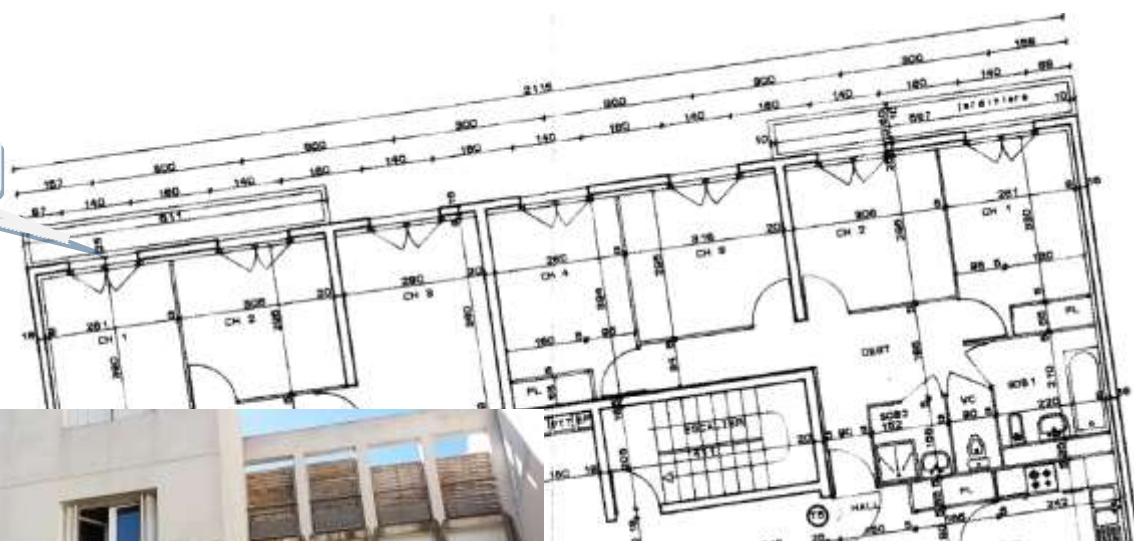
Photos

SECURISATION BALCONS/TERRASSES/JARDINIERES



FACADE NORD DES BATIMENTS A1/A2/B4
COUPE SUR BATIMENT B2/B3

Jardinière type 1

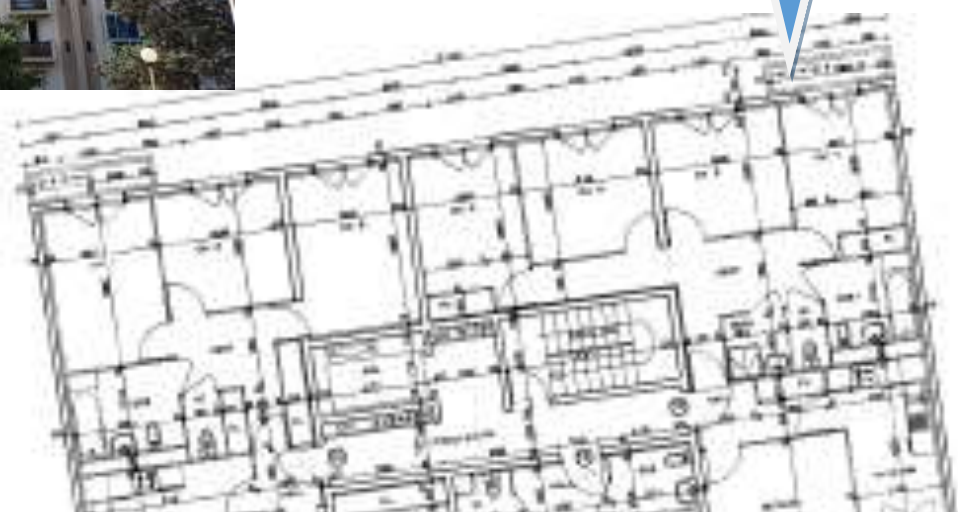


Jardinière type 2



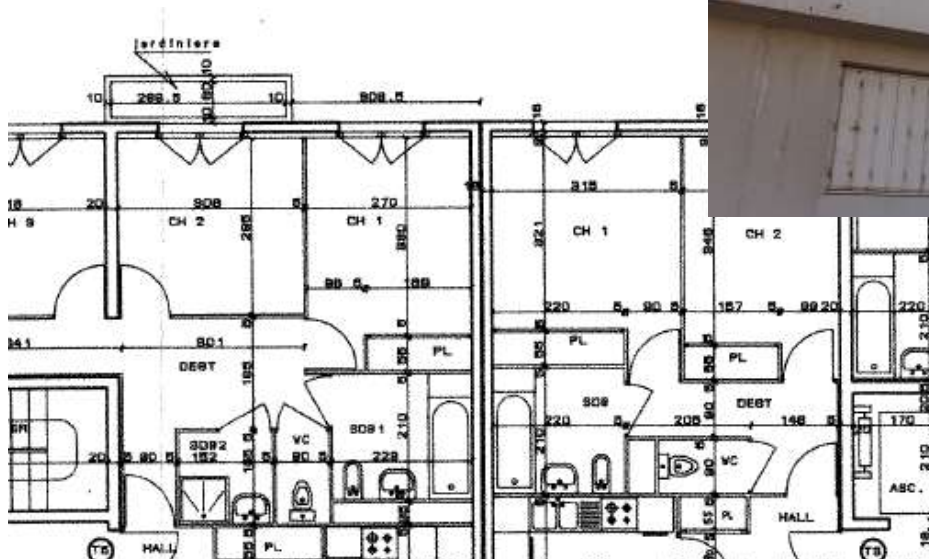
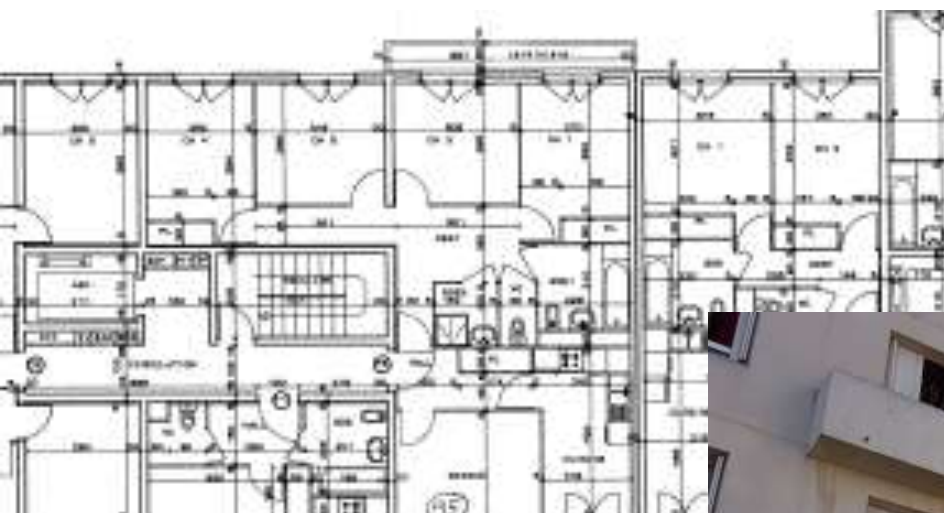
Jardinière type 2

Jardinière type 1



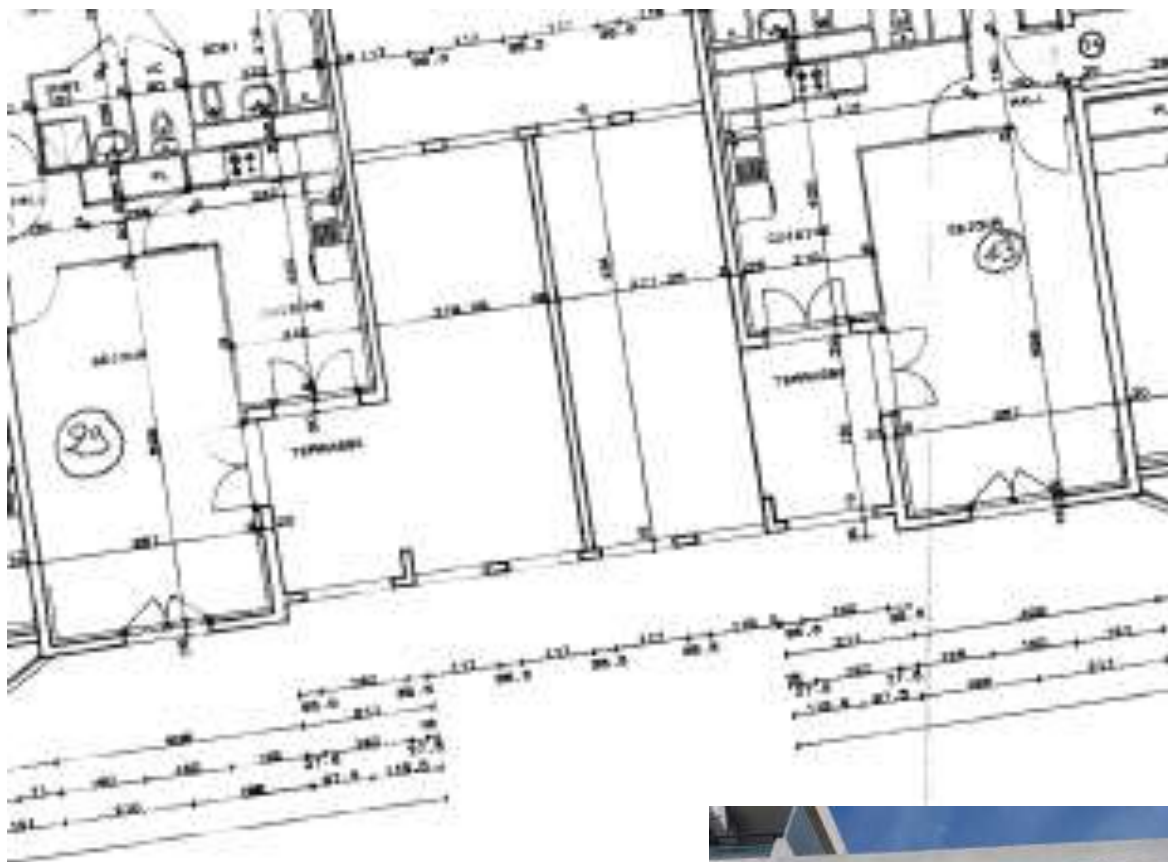


FACADE NORD DES BATIMENTS C2/C1/B4



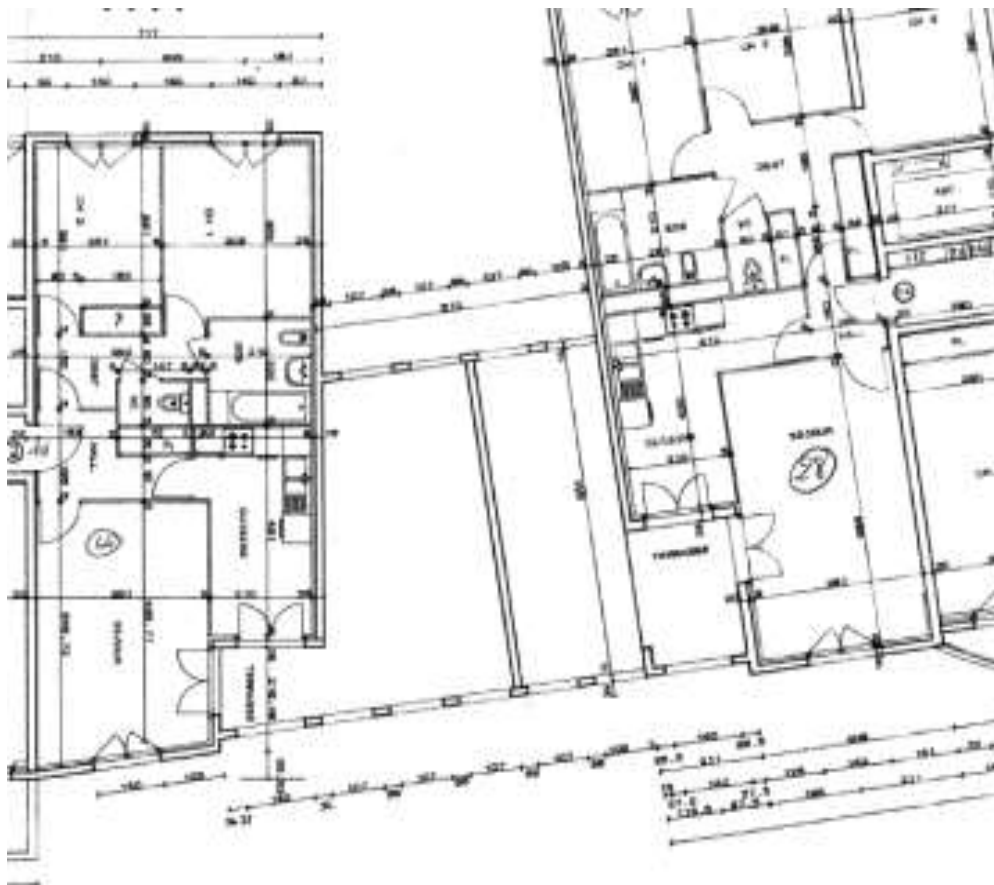
Jardinière type 1

Jardinière type 2



Réfection de
l'étanchéité du
plancher bas de la
terrasse





Réfection de
l'étanchéité du
plancher bas de la
terrasse

